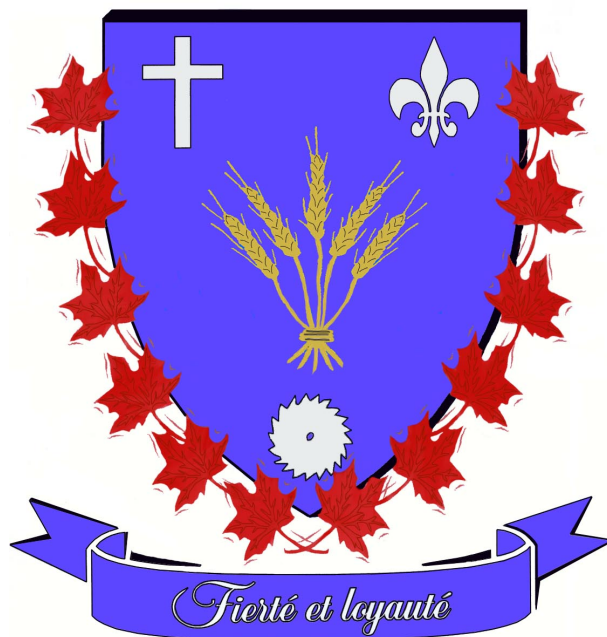


Règlement 05-2007
incluant les amendements jusqu'en **avril 2024**



Règlement de construction

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	2
CHAPITRE I : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES.....	3
1.1 TITRE DU RÈGLEMENT.....	3
1.2 ABROGATION DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS	3
1.3 BUT DU RÈGLEMENT	3
1.4 ENTRÉE EN VIGUEUR.....	3
1.5 TERRITOIRE ET PERSONNES ASSUJETTIS	3
1.6 VALIDITÉ	3
1.7 INTERPRÉTATION DES TITRES, TABLEAUX, CROQUIS ET SYMBOLES	3
1.8 INTERPRÉTATION GÉNÉRALE DU TEXTE.....	4
1.9 NUMÉROTATION	4
1.10 UNITÉ DE MESURE.....	4
1.11 TERMINOLOGIE	4
CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
2.1 RÉFÉRENCES À D'AUTRES NORMES DE CONSTRUCTION APPLICABLES SUR LE TERRITOIRE ...	5
2.1.1 Code national du bâtiment.....	5
2.1.2 Code de plomberie et d'électricité.....	5
2.2 NORMES APPLICABLES AUX BÂTIMENTS PRÉFABRIQUÉS	5
2.3 FONDATION.....	5
2.4 CONSTRUCTIONS ET BÂTIMENTS NON SÉCURITAIRES	5
2.5 EXCAVATION ET FONDATION À CIEL OUVERT	5
2.6 DÉMOLITION DE CONSTRUCTION.....	6
2.7 RECONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT DÉROGATOIRE	6
2.8 ÉLÉMENTS DE FORTIFICATION ET DE PROTECTION D'UNE CONSTRUCTION (CONFORMÉMENT AU DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE DU SDAR)	6
2.8.1 Bâtiments et usages visés	6
2.8.2 Éléments de fortification.....	6
2.8.3 Système d'éclairage extérieur.....	7
2.8.4 Accès des véhicules automobiles	7
2.8.5 Appareil de captage d'image.....	7
2.8.6 Reconstruction ou réfection d'un bâtiment non conforme.....	7
CHAPITRE III : DISPOSITION FINALE.....	8
3.1 SANCTIONS	8
3.2 RECOURS CIVILS	8
3.3 CONSTAT D'INFRACTION.....	8
3.4 ENTRÉE EN VIGUEUR.....	8

CHAPITRE I : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

1.1 TITRE DU RÈGLEMENT

Le présent règlement porte le titre de « Règlement de construction et le numéro ___ - ___ ».

1.2 ABROGATION DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Le présent règlement remplace le règlement numéro 05-90 et ses amendements relatifs à la construction ou toute partie de règlement portant sur un ou plusieurs objets de l'article 118 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

1.3 BUT DU RÈGLEMENT

Le présent règlement vise à assurer un cadre bâti de sécurité et de qualité en prescrivant des normes minimales pour la conception, la construction et la modification des bâtiments selon les exigences de la municipalité et en vu d'assurer la conformité avec le plan d'urbanisme de la municipalité et le schéma d'aménagement de la MRC de Lotbinière.

1.4 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément aux prescriptions de la Loi.

1.5 TERRITOIRE ET PERSONNES ASSUJETTIS

L'ensemble et la totalité des parties du territoire sous la juridiction de la Corporation municipale de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun sont assujettis au présent règlement.

Sur ce territoire, le règlement s'applique aux particuliers comme aux personnes morales de droit public ou de droit privé.

1.6 VALIDITÉ

Le Conseil de la municipalité de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun décrète le présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, article par article, alinéa par alinéa, paragraphe par paragraphe et sous-paragraphe par sous-paragraphe, de manière à ce que si un chapitre, un article, un paragraphe ou un sous-paragraphe était ou devait être un jour déclaré nul, les autres dispositions du règlement continuent de s'appliquer.

1.7 INTERPRÉTATION DES TITRES, TABLEAUX, CROQUIS ET SYMBOLES

Les titres, tableaux, croquis et symboles utilisés dans le présent règlement en font partie intégrante à toute fins que de droit. En cas de contradiction entre ces titres, tableaux, croquis et symbole et le texte proprement dit, le texte prévaut.

1.8 INTERPRÉTATION GÉNÉRALE DU TEXTE

L'emploi du verbe au présent inclut le futur.

Le singulier comprend le pluriel à moins que le sens indique clairement qu'il ne peut logiquement en être question.

Le genre masculin comprend le genre féminin, à moins que le contexte n'indique le contraire.

Avec l'emploi du mot « doit » ou « sera », l'obligation est absolue; le mot « peut » conserve un sens facultatif sauf dans l'expression « ne peut » qui signifie « ne doit ».

1.9 NUMÉROTATION

Le système de numérotation utilisé pour identifier les chapitres, sections, articles, paragraphes et alinéas du texte du règlement est comme suit :

I..... (CHAPITRE).....
1.1.....(ARTICLE).....
1.1.1(ARTICLE).....
.....
.....(Alinéa).....
1.1.1.1(Paragraphe).....
a).....(Sous-Paragraphe).....

1.10 UNITÉ DE MESURE

Les dimensions prescrites au présent règlement sont indiquées en mesures métriques.

1.11 TERMINOLOGIE

Au sens du présent règlement, on doit donner aux termes, aux mots et aux expressions qui suivent la signification indiquée dans les définitions du règlement de zonage, à moins que le contexte ne leur confère un sens différent.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 RÉFÉRENCES À D'AUTRES NORMES DE CONSTRUCTION APPLICABLES SUR LE TERRITOIRE

Les exigences et les normes de construction qui sont applicable en vertu de la loi sur la sécurité dans les édifices publics, la Loi sur les architectes, la Loi sur les ingénieurs ainsi que toute autre loi d'ordre public doivent être respectées dans les cas où le prévoit cette loi.

2.1.1 CODE NATIONAL DU BÂTIMENT

La construction des bâtiments considérés comme édifices publics doit être conforme aux exigences du Code National du Bâtiment et ses amendements. Dans le cas des édifices publics, le requérant doit déposer la preuve des approbations requises.

2.1.2 CODE DE PLOMBERIE ET D'ÉLECTRICITÉ

La construction de tout bâtiment doit être conforme aux normes de plomberie et d'électricité.

2.2 NORMES APPLICABLES AUX BÂTIMENTS PRÉFABRIQUÉS

Toute maison mobile et toute roulotte doit être conforme aux dispositions pertinentes du présent règlement. De plus, elle doit satisfaire les normes de l'Association canadienne de normalisation et en porter le sceau d'approbation (ACNOR-CSA) ou de la SCHL.

2.3 FONDATION

Tout bâtiment principal autre qu'un usage temporaire doit être doté d'une fondation faite de bois traité, de maçonnerie, de béton ou d'une combinaison de ces matériaux, construite à une profondeur suffisante pour résister à l'action du gel-dégel saisonnier et assujetti de plus à toutes autres dispositions du présent règlement à cet effet.

2.4 CONSTRUCTIONS ET BÂTIMENTS NON SÉCURITAIRES

Toute construction inoccupée, inachevée ou dont les travaux sont arrêtés ou suspendus doit être convenablement close ou barricadée.

2.5 EXCAVATION ET FONDATION À CIEL OUVERT

Toute excavation ou fondation à ciel ouvert non immédiatement utilisée ou détériorée doit être entourée d'une clôture de sécurité de 1,2m de hauteur afin de prévenir tout accident. Aucune excavation ou fondation non utilisée ne peut demeurer à ciel ouvert plus de 6 mois, passé ce délai, elle doit être démolie et comblée de terre.

2.6 DÉMOLITION DE CONSTRUCTION

La démolition de tout bâtiment doit s'effectuer en respectant les conditions suivantes :

- Un certificat d'autorisation est nécessaire pour toute démolition;
- Le terrain doit être remis en bon état de propreté dans les 14 jours suivant la fin des travaux.

2.7 RECONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT DÉROGATOIRE

La reconstruction ou la réfection de tout bâtiment détruit ou devenu dangereux ou ayant perdu au moins la moitié de sa valeur portée au rôle d'évaluation par suite d'un incendie ou de quelques autres causes doit être effectuée en conformité avec la réglementation d'urbanisme au moment de cette reconstruction ou réfection.

2.8 ÉLÉMENTS DE FORTIFICATION ET DE PROTECTION D'UNE CONSTRUCTION (CONFORMÉMENT AU DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE DU SDAR)

2.8.1 BÂTIMENTS ET USAGES VISÉS

L'utilisation, l'assemblage et le maintien de matériaux en vue de blinder ou de fortifier un bâtiment contre les projectiles d'armes à feu, l'utilisation d'explosifs, le choc ou la poussée de véhicule ou autre type d'assaut, est interdit pour les usages et bâtiments suivants :

- Tout type de bâtiment résidentiel
- Hôtel, motel, ou maison de touristes ou de chambre;
- Tout type de restaurants, cabarets, bars, brasseries, tavernes et autres lieux avec débit de boisson;
- Bureau d'entreprise ne recevant pas de client sur place;
- Centre récréatif (y compris les salles de quilles et de billard), les lieux d'amusements et les gymnases et autres clubs athlétiques;
- Tout bâtiment qui sert de lieu d'assemblées, pour des clubs sociaux ou pour des associations civiques, sociales et fraternelles.

2.8.2 ÉLÉMENTS DE FORTIFICATION

Sont prohibés, pour tous les bâtiments visés à l'article 2.8.1, les éléments de fortification suivants :

- a) l'installation de verre de type laminé (h-6) ou tout autre verre « anti-balle » dans les fenêtres et les portes;
- b) l'installation et le maintien de plaque de protection en acier à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment;
- c) l'installation ou le maintien de volets de protection pare-balles ou tous autres matériaux offrant une résistance aux explosifs ou aux chocs autour des ouvertures du bâtiment;

- d) l'installation et le maintien d'une porte blindée ou spécialement renforcée pour résister à l'impact de projectiles d'armes à feu;
- e) l'installation et le maintien de grillage ou de barreaux de métal, que ce soit à l'entrée d'accès, aux portes ou aux fenêtres, à l'exception de celles du sous-sol ou de la cave;
- f) l'installation de murs ou de parties de murs intérieurs ou extérieurs au bâtiment ou d'une tour d'observation, en béton armé ou non armé et /ou spécialement renforcés pour résister à l'impact de projectiles d'armes à feu.

2.8.3 SYSTÈME D'ÉCLAIRAGE EXTÉRIEUR

Un lampadaire d'une hauteur de plus de 2,5m est prohibé sur une propriété à usage résidentiel.

Tout système d'éclairage extérieur qui se compose d'un appareil orientable projetant un faisceau lumineux d'une capacité de plus de 150W est limité à deux par résidence. Ces appareils peuvent se localiser soit sur la façade ou sur le côté du bâtiment comportant une entrée.

2.8.4 ACCÈS DES VÉHICULES AUTOMOBILES

Une guérite, portail, porte-cochère ou toutes autres installations visant à contrôler ou empêcher l'accès des véhicules automobiles par l'entrée charretière d'un emplacement résidentiel sont prohibées à moins que le terrain sur lequel est érigé le bâtiment principal soit d'une superficie de plus de 10 000 m² ou que la résidence se situe à plus de 30 m de l'emprise de la voie publique.

2.8.5 APPAREIL DE CAPTAGE D'IMAGE

Tout appareil de captage d'image ou système désigné comme étant un système de vision nocturne, ne peut être installé à l'extérieur d'un bâtiment autre que commercial ou industriel sauf pour capter une scène en façade du bâtiment principal et sur un autre des côtés du dit bâtiment.

2.8.6 RECONSTRUCTION OU RÉFECTION D'UN BÂTIMENT NON CONFORME

Toute construction non conforme aux dispositions des articles 2.8.1 à 2.8.5 du présent règlement, doit faire l'objet d'une reconstruction ou d'une réfection afin de la rendre conforme.

CHAPITRE III : DISPOSITION FINALE

3.1 SANCTIONS

Quiconque contrevient ou ne se conforme pas à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible en outre des frais pour chaque infraction d'une amende minimale de 300\$ et maximale de 1000\$ si le contrevenant est une personne physique, ou d'une amende minimale de 600\$ et maximale de 2 000\$ s'il est une personne morale.

Dans le cas d'une récidive, dans les deux ans de la déclaration de culpabilité pour une même infraction, le contrevenant est passible en outre des frais pour chaque infraction, d'une amende de 500\$ et maximale de 2 000\$ si le contrevenant est une personne physique, ou d'une amende minimale de 1000\$ et maximale de 4000\$ s'il est une personne morale. (cf art. 455 du Code municipal).

Lorsqu'une infraction dure plus d'un jour, on compte autant d'infractions distinctes qu'il y a de jours ou de fraction de jour qu'elle a duré et ces infractions peuvent être décrites dans un seul chef d'accusation.

3.2 RECOURS CIVILS

Les sanctions pénales prévues au présent règlement peuvent être imposées indépendamment de tous recours civils (injonction, action, requête en démolition ou autres) qui seraient intentés pour mettre à exécution le présent règlement ou qui seraient intentés par toute personne pour faire valoir ses droits en vertu de toute autre loi générale ou spéciale.

3.3 CONSTAT D'INFRACTION

Le secrétaire-trésorier, l'inspecteur en bâtiment, l'inspecteur municipal sont généralement autorisés à délivrer, au nom de la Corporation municipale, des constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

3.4 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Adopté à Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun le _____ 200__

La Mairesse

La Secrétaire-trésorière